

**APPEL À CONTRIBUTIONS**  
**« Les défis des acteurs de l'aide internationale au  
développement :  
entre adaptation et distinction »**

*Revue internationale des études du développement n°241 (2020-1)*

---

**Coordination du numéro**

- **Elisabeth HOFMANN**, ([elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr)) économiste, maître de conférences, Université Bordeaux Montaigne/LAM Bordeaux
- **Larissa KOJOUÉ** ([larissa.kojoue@gmail.com](mailto:larissa.kojoue@gmail.com)), politiste, chercheure post doctorante INSERM associée FPAE Yaoundé/ LAM Bordeaux
- **Anne LE NAËLOU** ([anne.le-naelou@univ-paris1.fr](mailto:anne.le-naelou@univ-paris1.fr)) sociologue, maître de conférences, IEDES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/UMR Développement et sociétés P1-IRD.

---

**Un point disruptif sur les mondes de l'aide**

Vingt ans après la vague de professionnalisation du secteur de l'aide internationale au développement, plusieurs travaux ont traité des évolutions des profils des acteurs institutionnels et/ou individuels de ce domaine, de leurs logiques d'engagement et de leurs modes d'action, et plus largement des mutations de leurs pratiques professionnelles. Ainsi, les analyses sur le temps long de l'évolution des institutions (Barnett, 2011 ; Ryfman, 2012), les travaux historiques sur les organisations humanitaires contemporaines (Brodiez, 2006 et 2009), ou encore certains travaux en socio-anthropologie (Atlani-Duault et Vidal, 2009 ; Fresia et Lavigne Delville P., 2018) se sont intéressés aux parcours des acteurs de l'aide, ainsi qu'aux logiques et tensions liées à leur professionnalisation (Dauvin et Siméant, 2002 ; Naëlou et Freyss, 2004 ; Fechter et Hindman, 2011 ; Le; Mosse, 2011).

Dans cet appel à contribution, le terme « acteur » est entendu dans un sens large d'acteurs institutionnels et d'acteurs sociaux. Il englobe des institutions de différentes natures qui seront analysées dans leur diversité : les ONG de développement et d'urgence, avec leurs différents statuts, finalités et modèles économiques qui eux-mêmes diffèrent selon les contextes et sont évolutifs dans le temps (concentration, internationalisation, ONG-entrepreneur, partenariat avec secteur privé...) ; les bailleurs publics « classiques » et les nouveaux venus du secteur privé (business social, économie sociale et solidaire, fondations d'entreprises...). Il s'étend aussi aux individus qui composent ces institutions ou qui s'engagent individuellement ou en petits groupes dans la coopération et la solidarité internationales, en tant que professionnel.les, avec leurs statuts eux aussi divers, souvent évolutifs, parfois multiples : salariés, auto entrepreneurs, consultants/experts, stagiaires, volontaires ou bénévoles, personnel expatrié ou national...

Le champ d'analyse sera toutefois circonscrit, les acteurs considérés seront surtout ceux que l'on rattache habituellement au développement et à l'urgence. Cet appel ne couvre pas les acteurs des secteurs de la sécurité civile et militaire qui présentent des problématiques spécifiques méritant de donner lieu à un dossier à part entière.

Ce numéro, fort des enseignements tirés du Colloque de Bordeaux de septembre 2017<sup>1</sup>, vise à aller au-delà d'un simple bilan sur les conséquences du processus de professionnalisation en l'inscrivant dans des évolutions contextuelles et institutionnelles plus larges. Il entend actualiser les interactions entre ce processus, les dynamiques du « marché de l'aide au développement » (Guichaoua, 1997) et les recompositions à l'œuvre entre les hiérarchies, poids et pouvoirs des acteurs parties prenantes.

Ce dossier part du constat de la persistance de l'aide internationale comme champ, comme arène et comme scène constitués alors même que les défis et les enjeux des différents Objectifs de développement durable (ODD) thématiques s'accompagnent d'un plaidoyer pour une prise en compte intégrée, durable, contextualisée, afin de sortir du pilotage séquencé des projets et des programmes déployés. Cet appel vise à considérer le développement et ce qui est fait en son nom, au titre de l'aide internationale, comme un objet d'étude, systémique et en transformation rapide, combinant tout à la fois, un champ de prescriptions et de normes, un ensemble d'actions et de pratiques et une arène transactionnelle entre des acteurs et institutions divers.

Trois axes de questionnements seront explorés pour faire ressortir les dynamiques d'adaptation et/ou de distinction des acteurs de l'aide internationale.

## **1. L'interaction et la mise en phase d'un milieu avec un ensemble de prescriptions, de contraintes et d'opportunités**

Les enjeux géopolitiques des pays et territoires d'intervention de l'aide se sont complexifiés, avec des ancrages à la fois internationaux et locaux, et le poids relatif des acteurs de l'aide internationale au développement dans l'arène mondiale ne cesse de bouger.

Pour y répondre, les Etats promeuvent la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide publique au développement (Doucouliagos et Paldam, 2009 ; Guillaumont et Wagner, 2013), le passage aux OMD (Objectif du millénaire), puis aux ODD et l'évolution de la nature des financements<sup>2</sup> vers les secteurs privés. Ces agendas prescriptifs poussent les acteurs à renouveler les modes de fonctionnement, par des exigences de prise en compte transversales de considérations estimées universelles (comme le genre et plus récemment le changement climatique), mais aussi à travers des changements des démarches méthodologiques ou du moins des termes pour les dire : approche cadre logique, gestion axée sur les résultats, approche orientée changements... Les partenariats sont aussi en pleine reconfiguration (Elbers et Arts, 2011 ; Johansson *et al.*, 2010 ; Krätli *et al.*, 2014 ; Enten, 2010), en s'orientant par exemple vers ce qui est couramment dénommée de la « diplomatie économique » (Revel, 2011). Si la professionnalisation de l'action internationale et de l'aide au développement

---

1. Cet appel fait suite au colloque international « Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ? » organisé par l'UMR Les Afriques dans le Monde (LAM) (IEP Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne), l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne et IRD) et le GRET les 11 et 12 septembre 2017 à Bordeaux. Comme le colloque, ce numéro sera co-porté par les Chaires UNESCO « Formation de professionnel/-les du développement durable » de l'Université Bordeaux Montaigne/LAM et « Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir de l'Université Paris 1 – IEDES et sera largement diffusé au sein des réseaux UNESCO.

2. Le rôle central et croissant des acteurs non occidentaux (hors CAD) est confirmé par l'évolution des flux de financement. En 2016, les organisations humanitaires ont géré un montant total de 22 milliards de dollars, provenant de donateurs familiaux et établis depuis longtemps - tels que les États-Unis, la Commission européenne et les États européens - mais aussi d'un large éventail de donateurs émergents tels que le Koweït (qui est devenue le deuxième plus grand donateur hors CAD en 2016), les États du Golfe, l'Inde et l'Afrique du Sud (IRIN, <https://www.irinnews.org/fr/cartes-et-graphiques/2016/12/20/les-plus-gros-bailleurs-de-fonds-de-2016>).

a conduit les acteurs à adopter – avec une forte incitation, voire exigence, des bailleurs de fonds – des démarches censées assurer la rigueur et l'efficacité de leurs interventions, les effets des moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs normatifs restent à étudier.

En regard à ces orientations, les acteurs protagonistes et les métiers changent<sup>34</sup>. On constate depuis quelques années par exemple, la place grandissante des profils de gestionnaires et de financiers de secteurs mobilisés sur les recherches de financements. Les rôles des acteurs privés (entreprises et fondations) déjà identifiés depuis le début des années 2000 (Najim *et al.*, 2003) loin de se stabiliser, croissent, et ce, de manière concomitante avec les dispositifs de défiscalisations avantageuses et avec les initiatives relevant de la RSE. Ces derniers sont en capacité de mobiliser des sources considérables de financement (Doucin, 2012 ; Tallio, 2017). En parallèle, et souvent sur des processus syncrétiques dus à la circulation des hommes et des femmes sur ces domaines dorénavant très connectés, les acteurs dits non-lucratifs empruntent de plus en plus aux méthodes entrepreneuriales, avec par exemple, le recours au marketing humanitaire (Queinnec, 2006 ; Queinnec et Couprie, 2012) ou aux modèles du *New Public Management* (Hibou, 2012). Plus récemment, et moins étudiée, la montée en puissance des professionnels nationaux dans les pays des Suds change la donne pour bon nombre de structures classiques bien implantées autour d'un partage international du travail qui les rendaient incontournables.

Enfin, de nouveaux métiers exigeant de nouvelles compétences et connaissances émergent également. Ils sont souvent arrimés aux opportunités de la nouvelle économie numérique, mais aussi à la juridisation croissante, entendue comme la propagation du droit et des solutions juridiques (Hagan et Levi, 2007 ; Goldstein *et al.*, 2000) – et parfois, malheureusement, la judiciarisation (multiplication des mécanismes judiciaires et intervention accrue des tribunaux) qui touchent le domaine de l'aide au développement comme beaucoup d'autres secteurs aujourd'hui.

## **2. Penser la dimension politique des stratégies (individuelles et institutionnelles) déployées au cœur de l'aide**

Si les évolutions des métiers, des compétences, des carrières, des modes d'engagement des « acteurs » renseignent beaucoup sur les transitions en cours, à la fois en termes de contextes d'intervention comme de paradigmes dans le champ de l'aide et du développement, elles ne favorisent pas nécessairement les analyses des reconfigurations réelles, supposées ou pas, des rapports de force et de pouvoir, dans la captation des ressources, la mise au travail, les formes d'arrangement négocié ou encore les modes de légitimation qui « travaillent » ces acteurs et les sociétés locales de « destination », de manière implicite ou cachée. Ce dossier ambitionne de les situer sociologiquement et politiquement, en termes de positionnements différenciés ou, pour le moins, d'en dévoiler quelques clés génériques de compréhension.

Entre nécessaire normalisation pour se pérenniser et effort de distinction pour se consolider dans un monde de plus en plus complexe, interconnecté et concurrentiel, ce sont bien les stratégies des acteurs et les liens qui se nouent et se dénouent qu'il est ici proposé d'observer et d'analyser au prisme des enjeux de professionnalisation, de l'évolution des métiers, de la circulation des techniques et des outils, de la circulation des individus, et des modalités de transfert ou de formation de ces savoirs et pratiques. Ces multiples transformations à l'œuvre bousculent les représentations, motivations et pratiques de travail des acteurs de l'aide, sans cesse appelées à être remises en question, à s'adapter et à se moduler, en profondeur ou plus superficiellement, et à des tempos plus ou moins rapides. Il s'agit alors de questionner comment ces acteurs institutionnels et individuels s'ajustent à ces changements, qu'il s'agisse de mutations profondes, d'hybridation ou d'empilements de normes et de pratiques anciennes et nouvelles, et de reconfigurations des jeux d'alliances et ce, dans une perspective de gain politique.

---

<sup>3</sup> Selon le rapport « [L'état du système humanitaire](#) » (ALNAP et Humanitarian Outcomes 2015:38), le secteur humanitaire comptait, en 2014, quelque 4480 organisations, employant au total 450 000 travailleurs humanitaires dans une grande variété de crises partout dans le monde. Parmi ces organisations, figurent les ONG nationales ou locales qui travaillent uniquement dans leur propre pays et qui sont considérées comme un « mécanisme d'exécution indispensable » par les bailleurs internationaux.

### 3. Le poids croissant des démarches et des outils qualifiants et labélisants

En regard des mutations sus-mentionnées dans le champ de l'aide internationale, ce numéro entend questionner la place croissante occupée par les outils et instruments et leur mise en action effective.

Dans cette perspective, pourront être abordées les filières et dispositifs de formation censés préparer les praticiens aux missions de plus en plus complexes qui sont confiées aux acteurs de l'aide et du développement et par là assurer l'adaptation des structures aux défis évolutifs du milieu. Ainsi par exemple, l'émergence de formations spécifiques qui se structurent directement dans les pays d'interventions, sur des financements divers, contribuant activement à la montée en compétences de cadres des Suds sera questionnée.

Il sera aussi intéressant de voir les effets du poids grandissant des qualifications et labellisation, que ce soit en termes techniques, numériques ou méthodologiques qui se multiplient au nom d'une démarche de responsabilisation et d'auto-évaluation des pratiques professionnelles. Concomitant aux approches dites réflexives des milieux professionnels sur eux-mêmes, au travers des démarches de capitalisations d'expériences ou de recherche-action, ces processus de labélisations (au sens large) constituent aussi des opportunités pour les institutions de la recherche et de l'enseignement supérieur pour s'insérer dans le « marché » de la formation aux métiers de l'aide internationale.

Les éclairages que ce numéro entend apporter sur ces changements en cours s'inscrivent dans une perspective pluridisciplinaire. Les contributions attendues mobiliseront ainsi des concepts et outils forgés dans les disciplines telles que les sciences politiques, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, les sciences de l'éducation, l'économie, mais aussi les sciences de l'ingénierie mobilisées dans ces milieux professionnels. Une place sera accordée aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationales considérés comme partie prenante des échanges sur ces questionnements scientifiques.

Les contributions sont invitées à explorer l'une ou plusieurs de ces différentes évolutions du champ de l'aide en revisitant les marqueurs en usage sur des domaines ou sous-secteurs divers : santé publique, éducation, développement agricole, développement local, modernisation des administrations publiques, sécurité alimentaire, renforcement des capacités, cadres programmatiques, cadres d'actions, instruments et outils actualisés et ce, si pertinent, en soulignant les interactions d'échelles différentes (local, régional, mondial).

### Cadrage / Participation au Dossier du n°241 (2020-1) de la revue

---

Ce Dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire, selon divers angles. Les auteur·e·s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé·e·s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la démographie, l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie, l'anthropologie, ...

Les auteur·e·s sont invité·e·s à explorer la notion à partir d'une lecture des trajectoires internationales, nationales et locales. La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Les articles (de 40.000 signes excluant le résumé et la bibliographie), en français, anglais ou espagnol, pourront aborder directement certaines des questions ou des axes mentionnés, ou bien les aborder à travers des études de cas spécifiques. Les articles proposés devront être des documents originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les [consignes aux auteurs](#) sur [le carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

**Les propositions d'articles**, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces compris, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)

Chaque proposition doit également inclure les noms et prénoms des auteur·e·s, leur statut et leur rattachement institutionnel, ainsi que l'adresse courriel de l'auteur·e correspondant·e.

## Calendrier de production

---

**Les propositions d'articles** sont à soumettre **avant le 27 novembre 2018** à :

- la rédaction : [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)
- les co-responsables de ce numéro spécial :
- Elisabeth HOFMANN : [elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr)
- Larissa KOJOUÉ : [larissa.kojoue@gmail.com](mailto:larissa.kojoue@gmail.com)
- Anne LE NAËLOU : [anne.le-naelou@univ-paris1.fr](mailto:anne.le-naelou@univ-paris1.fr)

- **Les auteur·e·s présélectionné·e·s** par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenu·e·s par l'équipe de la revue la semaine du **02/12/2018**.

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteur·e·s de la revue, seront envoyées par les auteur·e·s aux quatre courriels précités avant le **10/02/2019**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°241 2020-1 est prévue pour **février 2020**.

## Références citées

---

- Atlani-Duault L., Vidal L. (dir.), (2009), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin.
- Barnett M. N. (2011), *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, Ithaca & London, Cornell University Press.
- Brodiez A. (2006), *Le Secours populaire français, 1945-200 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Brodiez A. (2009), « Entre social et humanitaire : générations militantes à Emmaüs (1949-2009) », *Le Mouvement Social*, 227, p. 85-100.
- Dauvin P. et Siméant J. (2002), *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Doucun M. (2012), « La négociation de la révision des principes de l'OCDE pour les multinationales, exemplaire des modes de construction de la nouvelle RSE », in Le Flanchec A. et Uzan O. (dir.), *RSE et Gouvernance mondiale*, Paris, Economica.
- Doucouliafos H. and Paldam M. (2009), « The Aid Effectiveness Literature: the sad Results of 40 Years of Research », *Journal of Economic Surveys*, 23 (3), p. 433-461.
- Elbers W. et Arts B. (2011), « Comment joindre les deux bouts : les réponses stratégiques des ONG du Sud aux conditions imposées par les bailleurs de fonds », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 177(4), p. 713-732.
- Enten F. (2010), « Du bon usage des systèmes d'alerte précoce en régime autoritaire. Le cas de l'Éthiopie », *Politique africaine* 3(119), p. 43-62.
- Fechter A.-M. et Hindman H. (2011), *Inside the Everyday Lives of Development Workers, The challenges and Futures of Aidland*, Sterling, Kumarian Press.
- Fresia M. et Lavigne Delville P. (ed.) (2018), *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Karthala/IRD/APAD.
- Goldstein J., Miles Kahler M., Robert O. Keohane R. and Slaughter A.-M. (2000), « Introduction: Legalization and World Politics », *International Organization*, 54 (3), Legalization and World Politics, p. 385-399.
- Guichaoua A. (1997), « L'évolution du marché du développement et la restructuration des organismes de coopération », *Revue Tiers-Monde*, 38(151), p. 491-517.

- Guillaumont P. et Wagner L. (2013), « L'efficacité de l'aide pour réduire la pauvreté : leçons des analyses transversales et influence de la vulnérabilité des pays », *Revue d'économie du développement*, 4(21), p. 115-164.
- Hagan J. and Levi R. (2007), « Justiciability as Field Effect: When Sociology Meets Human Rights », *Sociological Forum*, 22(3), p. 372-380.
- Hibou B. (2012), *La bureaucratiation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres ».
- Johansson K.E.V., Elgström O., Kimanzu N., Nylund J-E. and Persson R. (2010), « Trends in Development Aid, Negotiation Processes and NGO Policy Changes », *Voluntas*, 21 (3), p. 371-392.
- Krätli S., Monimart M., Jalloh B., Swift J., Hesse C. (2014), « Accompagner la mobilité pastorale au Tchad. Construction d'un modèle innovant d'intervention pour le développement », *Afrique contemporaine*, 1(249), p. 69-82.
- Le Naëlou A. et Freyss J. (dir.), (2004), « ONG : les pièges de la professionnalisation », *Revue Tiers-Monde*, 4/45, n°180.
- Le Naëlou, A. (2013), « Parcours de jeunes diplômés dans le champ du développement : « miroirs » d'un secteur qui change », *Sociologies pratiques*, 27(2), p. 43-57.
- Mosse D. (2011), *Adventures in Aidland: The anthropology of professionals in international development*, New York, Oxford, Berghan Books.
- Najim A., Hofmann E., Marius K. (2003), *Les entreprises face aux enjeux de développement durable, éléments d'un débat*, Paris, Karthala.
- Queinnec E. (2006), « L'exploitation du marché du don par les associations de solidarité internationale : efficacité et ambiguïté du marketing humanitaire », in Decaudin J-M. et al (dir.), *Les courants actuels de recherche en marketing : synthèse et perspective*, Paris, L'Harmattan, « Recherches en Gestion », p. 255-278.
- Queinnec E., Couprie S. (2012), « Mettre la performance au service de la solidarité : le management stratégique des organisations non gouvernementales humanitaires », dans Bayle E., Dupuis J-C. (dir.), *Management des entreprises de l'économie sociale et solidaire*, De Boeck, Bruxelles, chap. 12, p. 251-276.
- Revel C. (2011), « Diplomatie économique multilatérale et influence », *Revue Geoéconomie*, 1 (n° 56), numéro « Age d'or de la diplomatie économique », p. 59-67.
- Ryfman P. (2012), *Une histoire de l'humanitaire*, Paris, La Découverte, « Repères ».
- Ryfman P. (2014), *Les ONG*, Paris, La Découverte, « Repères », 3<sup>e</sup> éd.
- Tallio V. (2017), « La responsabilité sociale des entreprises : modèle de santé publique ou régime de santé globale ? L'exemple des entreprises pétrolières en Angola », *Sciences sociales et santé*, 2017/3 (Vol. 35).

**CALL FOR PAPERS**  
***"The Challenges Facing Actors in International  
Development Aid: Between Adaptation and Distinction"***

*Revue internationale des études du développement no. 241 (2020-1)*

---

**Editors**

- **Elisabeth HOFMANN**, ([elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr)) economist, associate professor, Université Bordeaux Montaigne/LAM Bordeaux
- **Larissa KOJOUÉ** ([larissa.kojoue@gmail.com](mailto:larissa.kojoue@gmail.com)), political scientist, post-doctoral researcher at INSERM and FPAE Yaoundé/ LAM Bordeaux
- **Anne LE NAËLOU** ([anne.le-naelou@univ-paris1.fr](mailto:anne.le-naelou@univ-paris1.fr)) sociologist, associate professor, IEDES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/UMR Développement et sociétés P1-IRD.

---

**A Disruptive Review of the Worlds of Aid**

Twenty years after the wave of professionalization in the sector of international development aid, several studies have focused on the shifting profiles of institutional actors and/or individuals in the field, the rationale behind their commitment, their operating modes, and more broadly, the mutations in their professional practices. Thus, analyses on the long-run evolution of institutions (Barnett, 2011; Ryfman, 2012), historical work on contemporary humanitarian organizations (Brodiez, 2006 and 2009), or some work in socio-anthropology (Atlani-Duault and Vidal, 2009; Fresia and Lavigne Delville P., 2018) have examined the careers of actors in aid, as well as the logic and tensions linked to their professionalization (Dauvin and Siméant, 2002; Le Naëlou and Freyss, 2004; Fechter and Hindman, 2011; Mosse, 2011).

In this call for papers, the term "actor" refers broadly to institutional actors and social actors. It encompasses institutions of different natures, whose diversity will be analyzed: development and emergency NGOs, with their various statuses, aims, and economic models, which themselves vary according to the context and evolve over time (concentration, internationalization, entrepreneurial NGOs, partnerships with the private sector, etc.); "traditional" public backers; and newcomers from the private sector (social business, social economy, corporate foundations, etc.). The term also extends to individuals who make up these institutions or are committed individually, or in small groups, to international cooperation and



solidarity, as professionals, with diverse statuses, which often evolve and can be multifarious: employees, freelancers, consultants/experts, interns, volunteers, expatriate or national staff, etc.

The scope of the analysis will nonetheless be mainly limited to those actors commonly associated with development and emergency aid. This call for papers does not include actors in the public safety and military security sectors, whose stakes are specific and would deserve an issue to themselves.

Drawing on the lessons from the September 2017 Congress in Bordeaux,<sup>5</sup> this issue aims at going beyond a mere review of the consequences of the professionalization process by examining it in light of broader contextual and institutional evolutions. It aims at providing an updated perspective on the interactions between this process, the dynamics of the “development aid market” (Guichaoua, 1997), and the reshuffling at work among the stakeholders’ hierarchies, weights, and powers.

The starting point for this issue is that international aid remains a constituted field, arena, and stage, whereas the challenges and stakes of the different Sustainable Development Goals (SDGs) come with a plea for an integrated, sustainable, contextualized approach, so as to move away from the sequenced management of project and program implementation. This call for papers aims at considering development, and what is done in its name and in that of international aid, as a systemic, rapidly changing object of study, combining prescriptions and norms, actions and practices, and a transactional arena between various actors and institutions.

Three main themes will be explored to shed light on the dynamics of the adaptation and/or distinction of actors in international aid.

## **1. How a Milieu Interacts and Moves in Step with a Set of Prescriptions, Constraints, and Opportunities**

The geopolitical stakes of the countries and territories where aid intervention takes place have become more complex, both with international and local footing, and the relative weight of actors in international aid in the global arena is constantly shifting.

As a response to this, states have been promoting the Paris Declaration on Aid Effectiveness (Doucouliagos and Paldam, 2009; Guillaumont and Wagner, 2013), and a move towards MDGs (Millennium Development Goals), SDGs, and private sector funding.<sup>6</sup>

These prescriptive agendas are leading actors to renew their *modus operandi*, through cross requirements to take into account considerations deemed universal (such as gender and, more recently, climate change), but also through changes in methodology, or at least in the terminology used to describe it: the logical framework approach, results-based management, the change-oriented approach, etc. Partnerships are also in the midst of a reshuffling (Elbers and Arts, 2011; Johansson et al., 2010; Krätli et al., 2014; Enten, 2010), by focusing for instance on what is often called “economic diplomacy” (Revel, 2011). While the professionalization of international action and of development aid has led actors to adopt – due to a strong incentive, if not requirement, from financial backers – an approach meant to ensure the rigor and effectiveness of

---

5. This call for papers follows the international congress “Actors of international assistance - knowledge, commitments and skills?” organized by the UMR Les Afriques dans le Monde (LAM) (IEP Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne), the UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne and IRD), and GRET on September 11 and 12, 2017 in Bordeaux. Like the congress, this issue will be supported by the UNESCO chairs in “Training Sustainable Development Professionals” at Université Bordeaux Montaigne/LAM and in “Shared Development Challenges” at Université Paris 1 – IEDES, and will be widely relayed within the UNESCO network.

6. The growing, central role of non-Western actors (outside the DAC) has been confirmed by the evolution of funding flows. In 2016, humanitarian organizations received a total of 22 billion dollars from well-known, well-established donors - such as the United States, the European Commission, and European states - but also from a broad range of emerging donors such as Kuwait (which became the second largest donor outside the DAC in 2016), the Gulf states, India, and South Africa (IRIN, <https://www.irinnews.org/fr/cartes-et-graphiques/2016/12/20/les-plus-gros-bailleurs-de-fonds-de-2016>).



their operations, the effects of the resources deployed to reach these normative goals are still to be studied.

As a result, the protagonists and their occupations have been changing.<sup>7</sup> In the past few years, manager and financier positions focused on fundraising have become more prevalent. Far from plateauing, the role of private actors (companies and foundations), which had already been identified in the 2000s (Najim et al., 2003), has been expanding along with advantageous tax exemption schemes and CSR initiatives. The latter have been able to leverage considerable funding sources (Doucin, 2012; Tallio, 2017). In parallel, and this is often associated with conflated practices due to the circulation of men and women in these highly connected fields, so-called non-profit-making actors have been borrowing increasingly from entrepreneurial methods, with for instance the use of humanitarian marketing (Queinnec, 2006; Queinnec and Couprie, 2012) or of New Public Management models (Hibou, 2012). More recently, and this has been studied less, the rise of national professionals in Southern countries has been a game changer for many traditional, well-established structures, which relied on the international sharing of work, thus making themselves essential.

Lastly, new professions requiring new skills and knowledge have also been emerging. They are often closely related to the opportunities arising with the new digital economy, but also with the growing juridification, understood as the expanding place of the law and legal solutions (Hagan and Levi, 2007; Goldstein et al., 2000) – and at times, unfortunately, the judicialization (the multiplication of judicial mechanisms and the increased intervention of courts) – of development aid, as of many other sectors nowadays.

## **2. The Political Dimension of (Individual and Institutional) Strategies Deployed in Aid**

While the evolutions of the actors' occupations, skills, careers, and modes of commitment is very telling with regard to ongoing transitions, both in terms of intervention context and paradigms in the fields of aid and development, they do not necessarily help analyze the actual reshuffling of the balance of power, whether supposed or not, in capturing resources, in the putting to work, in the forms of arrangement negotiated, or in the modes of legitimization which are a source of concern for these actors and the "destination" local societies, in an implicit or hidden manner. This issue will strive to place them sociologically and politically, in terms of differentiated positioning, or at least, to unveil a few generic keys for understanding.

Between a needed normalization to sustain their place and an effort to set themselves apart to consolidate their position in an increasingly complex, interconnected, and competitive world, it is the strategies of the actors and the ebb and flow of ties which are to be observed and analyzed in light of the stakes of professionalization, the evolution of occupations, the circulation of techniques and tools, the circulation of individuals, and the forms of transfer or formation of knowledge and practices. These multiple transformations at work challenge the representations, motivations, and work practices of actors in aid, which must constantly be questioned, adapted, and adjusted, in depth or on the surface, more or less rapidly. It is necessary to examine how these institutional and individual actors adapt to these changes, whether they are deep or not, whether norms and new and old practices are hybridized or superimposed, and whether there is a reshuffling of alliances with the prospect of political gain.

## **3. The Growing Weight of Qualifications and Certifications**

Given the aforementioned changes in the field of international aid, this issue aims at examining the growing place of the tools and instruments and their effective implementation.

In this regard, it can be interesting to examine the training programs to prepare practitioners for the increasingly complex missions handled by the actors of aid and development, and thus to ensure that the structures are adapted to the evolving

---

<sup>7</sup> According to the report on the "[State of the humanitarian system](#)" (ALNAP and Humanitarian Outcomes 2015:38), in 2014, there were 4,480 organizations in the humanitarian sector, employing 450,000 humanitarian workers tackling a great variety of crises throughout the world. These organizations include national or local NGOs which work solely in their home country and are considered an "essential enforcement mechanism" by international backers.

challenges of the field. For instance, the emergence of specific programs in countries where interventions take place, with various funding sources, which contribute actively to the increasing competences of Southern executives, will be examined.

It can also be interesting to look at the effects of the growing weight of qualifications and certifications, whether in technical, digital, or methodological terms, which have been multiplying in the name of accountability and self-assessment in professional practices. Concomitant to the so-called self-reflexive approach in the work environment, through experience accumulation or action research, these qualifications (in the broad sense of the term) provide opportunities for research and higher education institutions to find a way into the “market” of training individuals for international aid careers.

This issue seeks a multidisciplinary approach to shed light on these ongoing changes. Contributions will thus call upon concepts and tools from disciplines such as political science, geography, sociology, anthropology, history, education sciences, economics, but also the engineering sciences utilized in these work environments. Room will be made for actors of international cooperation and solidarity, considered as stakeholders in exchanges about these scientific questions.

Contributions should explore one or several of the different evolutions in the field of aid by revisiting the markers used in various fields or sub-sectors: public health, education, agricultural development, local development, modernization of public administrations, food safety, capacity building, programmatic frameworks, policy frameworks, and up-to-date instruments and tools; when relevant, the interactions between different scales (local, regional, and global) will be underlined.

## **Framework / Participation in Issue no. 241 (2020-1)**

---

This issue will favor an interdisciplinary, many-angled approach. Authors from all the social and human sciences may submit papers, including but not limited to: sociology, demography, history, geography, political science, economics, anthropology, etc.

Authors should explore the notion based on a reading of international, national, and local trajectories. The contextualization of empirical studies and original corpuses, and the combination of a sound theoretical approach and fieldwork are expected. The articles (40,000 characters, excluding the abstract and references) in French, English, or Spanish may tackle some of the questions or themes mentioned directly, or through specific case studies. The articles proposed must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they are adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the [guidelines for authors](#) on the [blog for the publications of the IEDES](#)).

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in approximately 4,000 characters (with spaces), 500 words, or one page.

The proposals must include:

- a title: 70 characters (with the possibility of adding a subtitle),
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results,
- bibliographical references (not included in the character count).

Each proposal must also include the authors' first names and last names, their status, and their institutional affiliation, as well as the corresponding author's email address.

## **Publication Calendar**

---

**Article proposals** must be submitted by **November 27, 2018** to:

- The editorial office: [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

The editors of this issue:

- Elisabeth HOFMANN: [elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr)
- Larissa KOJOUÉ: [larissa.kojoue@gmail.com](mailto:larissa.kojoue@gmail.com)
- Anne LE NAËLOU: [anne.le-naelou@univ-paris1.fr](mailto:anne.le-naelou@univ-paris1.fr)

- **The authors preselected** by the editors and the editorial committee will be notified the week of **December 2, 2018**.
- **The first draft**, following the journal's guidelines for authors, must be submitted to the four aforementioned email addresses by **February 10, 2019**.
- **The evaluation process** will take a few months – each anonymous article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic; no. 241 2020-1 is expected to be published in **February 2020**.

## References

---

- Atlani-Duault L., Vidal L. (dir.), (2009), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin.
- Barnett M. N. (2011), *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, Ithaca & London, Cornell University Press.
- Brodiez A. (2006), *Le Secours populaire français, 1945-200 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Brodiez A. (2009), « Entre social et humanitaire : générations militantes à Emmaüs (1949-2009) », *Le Mouvement Social*, 227, p. 85-100.
- Dauvin P. et Siméant J. (2002), *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Doucun M. (2012), « La négociation de la révision des principes de l'OCDE pour les multinationales, exemplaire des modes de construction de la nouvelle RSE », in Le Flanchec A. et Uzan O. (dir.), *RSE et Gouvernance mondiale*, Paris, Economica.
- Doucouliagos H. and Paldam M. (2009), « The Aid Effectiveness Literature: the sad Results of 40 Years of Research », *Journal of Economic Surveys*, 23 (3), p. 433-461.
- Elbers W. et Arts B. (2011), « Comment joindre les deux bouts : les réponses stratégiques des ONG du Sud aux conditions imposées par les bailleurs de fonds », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 177(4), p. 713-732.
- Enten F. (2010), « Du bon usage des systèmes d'alerte précoce en régime autoritaire. Le cas de l'Éthiopie », *Politique africaine* 3(119), p. 43-62.
- Fechter A.-M. et Hindman H. (2011), *Inside the Everyday Lives of Development Workers, The challenges and Futures of Aidland*, Sterling, Kumarian Press.
- Fresia M. et Lavigne Delville P. (ed.) (2018), *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Karthala/IRD/APAD.
- Goldstein J., Miles Kahler M., Robert O. Keohane R. and Slaughter A.-M. (2000), « Introduction: Legalization and World Politics », *International Organization*, 54 (3), Legalization and World Politics, p. 385-399.
- Guichaoua A. (1997), « L'évolution du marché du développement et la restructuration des organismes de coopération », *Revue Tiers-Monde*, 38(151), p. 491-517.
- Guillaumont P. et Wagner L. (2013), « L'efficacité de l'aide pour réduire la pauvreté : leçons des analyses transversales et influence de la vulnérabilité des pays », *Revue d'économie du développement*, 4(21), p. 115-164.
- Hagan J. and Levi R. (2007), « Justiciability as Field Effect: When Sociology Meets Human Rights », *Sociological Forum*, 22(3), p. 372-380.
- Hibou B. (2012), *La bureaucratization du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres ».
- Johansson K.E.V., Elgström O., Kimanzu N., Nylund J.-E. and Persson R. (2010), « Trends in Development Aid, Negotiation Processes and NGO Policy Changes », *Voluntas*, 21 (3), p. 371-392.
- Krätli S., Monimart M., Jalloh B., Swift J., Hesse C. (2014), « Accompagner la mobilité pastorale au Tchad. Construction d'un modèle innovant d'intervention pour le développement », *Afrique contemporaine*, 1(249), p. 69-82.
- Le Naïlou A. et Freyss J. (dir.), (2004), « ONG : les pièges de la professionnalisation », *Revue Tiers-Monde*, 4/45, n°180.
- Le Naïlou, A. (2013), « Parcours de jeunes diplômés dans le champ du développement : « miroirs » d'un secteur qui change », *Sociologies pratiques*, 27(2), p. 43-57.
- Mosse D. (2011), *Adventures in Aidland: The anthropology of professionals in international development*, New York, Oxford, Berghan Books.
- Najim A., Hofmann E., Marius K. (2003), *Les entreprises face aux enjeux de développement durable, éléments d'un débat*, Paris, Karthala.

- Queinnec E. (2006), « L'exploitation du marché du don par les associations de solidarité internationale : efficacité et ambiguïté du marketing humanitaire », in Decaudin J.-M. et al (dir.), *Les courants actuels de recherche en marketing : synthèse et perspective*, Paris, L'Harmattan, « Recherches en Gestion », p. 255-278.
- Queinnec E., Couprie S. (2012), « Mettre la performance au service de la solidarité : le management stratégique des organisations non gouvernementales humanitaires », dans Bayle E., Dupuis J.-C. (dir.), *Management des entreprises de l'économie sociale et solidaire*, De Boeck, Bruxelles, chap. 12, p. 251-276.
- Revel C. (2011), « Diplomatie économique multilatérale et influence », *Revue Geoéconomie*, 1 (n° 56), numéro « Age d'or de la diplomatie économique », p. 59-67.
- Ryfman P. (2012), *Une histoire de l'humanitaire*, Paris, La Découverte, « Repères ».
- Ryfman P. (2014), *Les ONG*, Paris, La Découverte, « Repères », 3<sup>e</sup> éd.
- Tallio V. (2017), « La responsabilité sociale des entreprises : modèle de santé publique ou régime de santé globale ? L'exemple des entreprises pétrolières en Angola », *Sciences sociales et santé*, 2017/3 (Vol. 35).

## LLAMADO A CONTRIBUCIÓN

### *“Los desafíos de los actores de la ayuda internacional para el desarrollo: entre adaptación y distinción”*

Revue internationale des études du développement n°241 (2020-1)

---

#### Coordinación del número

- **Elisabeth HOFMANN**, ([elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr)) economista, docente universitaria (*maître de conférences*), Université Bordeaux Montaigne/LAM Bordeaux
- **Larissa KOJOUÉ** ([larissa.kojoue@gmail.com](mailto:larissa.kojoue@gmail.com)), politista, investigadora postdoctorante INSERM asociada FPAE Yaoundé/ LAM Bordeaux
- **Anne LE NAËLOU** ([anne.le-naelou@univ-paris1.fr](mailto:anne.le-naelou@univ-paris1.fr)) socióloga, docente universitaria (*maître de conférences*), IEDES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/UMR Développement et sociétés P1-IRD.

---

#### Un punto disruptivo sobre los mundos de la ayuda

Pasados veinte años de la ola de profesionalización del sector de la ayuda internacional para el desarrollo, varios estudios han analizado las transformaciones de los perfiles de los actores institucionales y/o individuales en este campo, las lógicas que orientan sus compromisos y modos de acción, y más ampliamente las mutaciones de sus prácticas profesionales. Así, los análisis de la evolución de las instituciones a largo plazo (Barnett, 2011; Ryfman, 2012), los estudios históricos sobre las organizaciones humanitarias contemporáneas (Brodiez, 2006 y 2009) o algunos trabajos en socioantropología (Atlani-Duault et Vidal, 2009; Fresia et Lavigne Delville P., 2018) abordaron los recorridos de los actores de la ayuda, así como las lógicas y tensiones ligadas a su profesionalización (Dauvin et Siméant, 2002; Naëlou et Freyss, 2004; Fechter et Hindman, 2011; Le Mosse, 2011).

En este llamado a contribución, el término “actor” comprende un sentido amplio de actores institucionales y sociales. Abarca instituciones de diferentes naturalezas que serán analizadas en su diversidad: ONGs de desarrollo y de urgencia, con sus diferentes estatus, finalidades y modelos económicos, los cuales difieren según los contextos y evolucionan con el tiempo (concentración, internacionalización, ONG-empresarias, colaboración con el sector privado); los financiadores públicos “clásicos” y los recién llegados del sector privado (business social, economía social y solidaria, fundaciones de empresas...). Incluye también los individuos que componen estas instituciones o que se comprometen, individualmente o en pequeños grupos, en la cooperación y la solidaridad internacionales en tanto que profesionales, los cuales también presentan estatus diversos, a menudo dinámicos, en ocasiones múltiples: asalariados, auto-emprendedores, consultores/expertos, pasantes, voluntarios o benévolo, personal expatriado o nacional, etc.

El campo de análisis se encontrará igualmente circunscripto, en tanto se reparará principalmente en actores habitualmente asociados al desarrollo y a la urgencia. El presente llamado no abarca aquellos actores provenientes de los sectores de la seguridad civil y militar que presentan problemáticas específicas, mereciendo ser objeto de un dossier temático propio.

En este número se pretende, aprovechando las enseñanzas del Coloquio de Burdeos de septiembre de 2017<sup>8</sup>, ir más allá de un simple balance sobre las consecuencias de la profesionalización, inscribiendo esta última en evoluciones contextuales e institucionales más amplias. Se busca actualizar las interacciones entre este proceso, las dinámicas del “mercado de la ayuda para el desarrollo” (Guichaoua, 1997) y las recomposiciones que operan entre jerarquías, peso y poder de los actores implicados.

El dossier parte de la persistencia de la ayuda internacional como campo, arena y escenario constituidos, aun cuando los desafíos de los diferentes Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) promueven un abordaje integrado, sustentable, contextualizado, para salirse de una conducción secuenciada de los proyectos y programas desarrollados. En este llamado a contribución se apunta a considerar el desarrollo y lo que se hace en su nombre, a título de la ayuda internacional, como objeto de estudio, sistémico y en procesos de rápida transformación, que combina a la vez un campo de prescripciones y de normas, un conjunto de acciones y de prácticas y una arena transaccional entre actores e instituciones diversas.

Tres ejes de interrogantes serán considerados para destacar las dinámicas de adaptación y/o distinción de los actores de la ayuda internacional.

## **1. La interacción y sincronización de un medio con un conjunto de prescripciones, restricciones y oportunidades**

Los desafíos geopolíticos de los países y territorios de intervención de la ayuda se han complejizados, con anclajes a la vez internacionales y locales, así como el peso relativo de los actores de la ayuda internacional para el desarrollo en la arena mundial no deja de transformarse.

Ante ello, los Estados promueven la Declaración de París sobre la eficacia de la ayuda pública para el desarrollo (Doucouliagos et Paldam, 2009 ; Guillaumont et Wagner, 2013), el pasaje a los ODM (Objetivos de Desarrollo del Milenio), luego a los ODS, y la evolución de la naturaleza de los financiamientos<sup>9</sup> hacia los sectores privados. Estas agendas prescriptivas obligan a los actores a renovar sus modos de funcionamiento mediante la obligación de incorporar consideraciones transversales que se estiman universales (como el género y más recientemente el cambio climático), así como a través de modificaciones en los procesos metodológicos o, al menos, en la manera de nombrarlos: criterio de marco lógico, gestión basada en resultados, enfoque orientado en los cambios, etc. Los partenariats también se reconfiguran (Elbers et Arts, 2011 ; Johansson *et al.*, 2010 ; Krätli *et al.*, 2014 ; Enten, 2010), por ejemplo, guiándose por lo que se llama, comúnmente, “diplomacia económica” (Revel, 2011). Si la profesionalización de la acción internacional y de la ayuda para el desarrollo llevaron a que los actores adoptasen –incitados o incluso constreñidos por las entidades financiadoras–, acciones supuestamente adecuadas para asegurar el rigor y la eficacia de sus intervenciones, los efectos de los medios

---

8. Este llamado a contribución proviene del coloquio internacional « Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ? » (Los actores de la ayuda internacional: ¿hacia qué saberes, compromisos y competencias?) organizado conjuntamente por la UMR Les Afriques dans le Monde (Unidad Mixta de Investigación Las Áfricas en el Mundo - LAM) (IEP Burdeos / Universidad Bordeaux Montaigne), la UMR Développement et Sociétés (Desarrollo y Sociedades, Universidad Paris 1 Panthéon- Sorbonne e IRD) y el GRET, los días 11 y 12 de septiembre de 2017 en Burdeos. Este número será, tal como el coloquio, co-llevado por las Cátedras UNESCO "Formación de profesionales para el desarrollo sustentable" de la Universidad Bordeaux Montaigne/LAM y "Desafíos del desarrollo: saber, entender, actuar" de la Universidad Paris 1 – IEDES, y tendrá amplia difusión en el seno de las redes de la UNESCO.

9. El rol central y creciente de los actores no occidentales (por fuera del Comité de Ayuda para el Desarrollo -CAD) se confirma mediante la evolución de los flujos financieros. En el 2016, las organizaciones humanitarias administraron un monto total de 22 000 millones de dólares, provenientes tanto de donantes conocidos y presentes de larga data, como los Estados Unidos, las Comisión europea y los Estados europeos, como de un amplio abanico de donantes de países emergentes, como Koweit (el segundo donante más importante por fuera del CAD en 2016), los Estados del Golfo, India y Sudáfrica (IRIN, <https://www.irinnews.org/fr/cartes-et-graphiques/2016/12/20/les-plus-gros-bailleurs-de-fonds-de-2016>).

implementados para alcanzar estos objetivos normativos quedan por ser estudiados.

En base a estas orientaciones, los actores protagonistas y los oficios cambian<sup>10</sup> Por ejemplo, se observa desde hace algunos años la presencia creciente de perfiles de gestores y financieros en los sectores orientados hacia la búsqueda de financiamientos. Los roles de los actores privados (empresas y fundaciones), identificados desde principios de los años 2000 (Najim *et al.*, 2003), lejos de estabilizarse, crecen a la par de los dispositivos de desfiscalización ventajosa, mediante iniciativas asociadas a la Responsabilidad Social Empresarial. Estos últimos pueden movilizar fuentes de financiamiento considerables (Doucin, 2012 ; Tallio, 2017). Paralelamente, a menudo de manera sincrética debido a la circulación de hombres y mujeres en áreas muy conectadas, los actores llamados no lucrativos usan cada vez más los métodos empresariales, por ejemplo con el uso del marketing humanitario (Queinnec, 2006 ; Queinnec et Couprie, 2012) o de los modelos del *New Public Management* (Hibou, 2012). Más recientemente, se destaca el auge –todavía poco estudiado– de los profesionales nacionales de los países del Sur, que impacta en muchas de las estructuras clásicas asentadas en una división internacional del trabajo que las hacía ineludibles.

Finalmente, aparecen nuevos oficios que exigen nuevas competencias y conocimientos. Los mismos se asocian a menudo con las oportunidades creadas por la nueva economía numérica, pero también con la “juridización” creciente, entendida como la propagación del derecho y de las soluciones jurídicas (Hagan et Levi, 2007 ; Goldstein *et al.*, 2000) –así como, desgraciadamente, la juridicialización (multiplicación de los mecanismos judiciales e intervención creciente de los tribunales) que impacta tanto en la ayuda para el desarrollo como en muchos otros sectores hoy en día.

## **2. Reflexionar sobre la dimensión política de las estrategias (individuales e institucionales) desplegadas en la ayuda**

La evolución de los oficios, las competencias, las carreras, los modos de participación de los “actores” nos informan mucho acerca de las transformaciones en curso, tanto de los contextos de intervención como de paradigmas en el campo de la ayuda y del desarrollo. Sin embargo, no necesariamente favorecen el análisis de las reconfiguraciones reales, supuestas o no, de las relaciones de fuerza y de poder, en relación con la captación de recursos, incorporación laboral, formas de acuerdos negociados o modos de legitimación que afectan a estos actores y las sociedades locales de “destino”, de manera implícita o encubierta. Este dossier busca situarlos social y políticamente, en términos de posicionamientos diferenciados o, al menos, de echar luz sobre claves genéricas de comprensión.

Entre normalización necesaria para perpetuarse y esfuerzo de distinción para consolidarse en un mundo cada vez más complejo, interconectado y competitivo, se trata efectivamente de observar y analizar las estrategias de los actores y las relaciones que se hacen y deshacen, bajo el prisma de los desafíos de la profesionalización, de la evolución de los oficios, de la circulación de las técnicas y herramientas, de la circulación de los individuos, y de las modalidades de transferencia o formación de los saberes y prácticas. Estas múltiples transformaciones impactan en las representaciones, motivaciones y prácticas laborales de los actores de la ayuda, susceptibles de ser constantemente cuestionadas, y tener que adaptarse y modelarse, en profundidad o superficialmente, según cadencias más o menos rápidas. Se trata, entonces, de preguntarse cómo estos actores institucionales e individuales se ajustan a estas transformaciones –sean éstas mutaciones profundas, hibridación o apilamiento de normas y prácticas antiguas y nuevas, o reconfiguraciones del juego de alianza– en una perspectiva de beneficio político.

## **3. El peso creciente de los protocolos y de las herramientas de calificación y certificación**

En miras de las mutaciones mencionadas en el campo de la ayuda internacional, este número se propone cuestionar el lugar

---

<sup>10</sup> Según el informe « *L'état du système humanitaire* » (ALNAP et Humanitarian Outcomes 2015:38), el sector humanitario contaba en el 2014 con unas 4480 organizaciones, las cuales empleaban en total 450 000 trabajadores humanitarios en contextos muy variados de crisis en el mundo. Entre estas organizaciones figuran las ONG nacionales y locales, que solamente trabajan en su propio país y son consideradas por los financistas internacionales como un "mecanismo de ejecución indispensable".



creciente que ocupan las herramientas e instrumentos y su accionar.

En esta perspectiva, podrán ser abordados los dispositivos y filiales de formación que han de preparar los profesionales para enfrentar las misiones cada vez más complejas confiadas a los actores de la ayuda para el desarrollo, asegurando de esta manera la adaptación de las estructuras a los desafíos evolutivos del medio. Así, por ejemplo, se cuestionará la emergencia de formaciones específicas que, con financiamientos diversos, se estructuran directamente en los países de intervención, contribuyendo activamente al desarrollo de las competencias de profesionales de los Sures.

También resultará interesante ver los efectos que tiene el peso creciente de las calificaciones y certificaciones, sea en términos técnicos, numéricos o metodológicos, que se multiplican apelando a un proceso de responsabilización y autoevaluación de las prácticas profesionales. De manera concomitante con los enfoques llamados reflexivos de los medios profesionales, mediante procedimientos de capitalización de experiencias e investigación-acción, estos procesos de certificación (en un sentido amplio) constituyen también oportunidades para las instituciones de investigación y enseñanza superior que se insertan en el “mercado” de la formación para los oficios de la ayuda internacional.

El esclarecimiento que este número quiere echar sobre los cambios en curso se inscribe en una perspectiva pluridisciplinaria. Las contribuciones esperadas movilizarán así conceptos y herramientas forjadas en disciplinas como las ciencias políticas, la geografía, la sociología, la antropología, la historia, las ciencias de la educación, la economía, así como las ciencias de la ingeniería presentes en estos medios profesionales. Un lugar les será reservado a los actores de la cooperación y la solidaridad internacional, considerados parte integrante de las discusiones sobre estos cuestionamientos científicos.

Se invita a que las contribuciones exploren una o varias de estas transformaciones en el campo de la ayuda, interrogando los indicadores en uso dentro de sectores y subsectores diversos: salud pública, educación, desarrollo agrícola, desarrollo local, modernización de las administraciones públicas, seguridad alimentaria, refuerzo de las capacidades, marcos programáticos, marcos de acción, herramientas e instrumentos actualizados —subrayando, en caso que resulte pertinente, las interacciones entre diferentes escalas (local, regional, mundial).

## **Marco/ Participación al Dossier del n°241 de la revista**

---

Este Dossier busca privilegiar una perspectiva interdisciplinaria, en diversos ángulos. Se invita a autoras y autores de todas las ciencias sociales, incluyendo —aunque sin restringirse— a: la sociología, la demografía, la historia, la geografía, la ciencia política, la economía, la antropología...

Se invita a autoras y autores a explorar la noción partiendo de una lectura de las trayectorias internacionales, nacionales y locales. La contextualización de estudios empíricos, provenientes de corpus originales, el encuentro entre una perspectiva teórica sólida y un trabajo de campo, son particularmente apreciados.

Los artículos (de 40 000 caracteres sin contar resumen y bibliografía), en francés, inglés o español, podrán abordar directamente algunos de los ejes y temáticas mencionados, o llegar a ellos mediante estudios de casos específicos. Los artículos propuestos deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objeto de comunicaciones en coloquios (con actas), adaptándolos al formato exigido por la [Revue internationale des études du développement](#) ([las normas de publicación](#)).

**Las propuestas de contribuciones**, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta incluye:

- Un título de 70 caracteres máximos (con la posibilidad de agregarle un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, el marco teórico, el terreno estudiado, los principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de caracteres autorizados)

Cada propuesta debe asimismo incluir los nombres y apellidos de las y los autores, sus estatus y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

## Calendario de producción

---

**Las propuestas de contribuciones deben enviarse antes del 27 de noviembre de 2018 a las direcciones siguientes:**

- La redacción de la revista: [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)  
Las co-responsables de este número especial:
- Elisabeth HOFMANN : [elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr)
- Larissa KOJOUÉ : [larissa.kojoue@gmail.com](mailto:larissa.kojoue@gmail.com)
- Anne LE NAËLOU : [anne.le-naelou@univ-paris1.fr](mailto:anne.le-naelou@univ-paris1.fr)

- **Las o los autores preseleccionados** por los coordinadores y el comité de redacción de la revista recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista en la semana del 02/12/2018.

- **Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad con las normas de publicación de la revista, deberán ser enviados por las y los autores a las cuatro direcciones de correo citadas, antes del **10/02/2019**.

- **El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo, anonimizado, será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por expertos externos a la revista.

- La **publicación** y venta en librerías de este n°241 2020-1 están previstas para febrero de 2020.

## Referencias citadas

---

- Atlani-Duault L., Vidal L (dir.), (2009), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin.
- Barnett M. N. (2011), *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, Ithaca & London, Cornell University Press.
- Brodiez A. (2006), *Le Secours populaire français, 1945-200 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Brodiez A. (2009), « Entre social et humanitaire : générations militantes à Emmaüs (1949-2009) », *Le Mouvement Social*, 227, p. 85-100.
- Dauvin P. et Siméant J. (2002), *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Doucun M. (2012), « La négociation de la révision des principes de l'OCDE pour les multinationales, exemplaire des modes de construction de la nouvelle RSE », in Le Flanchec A. et Uzan O. (dir.), *RSE et Gouvernance mondiale*, Paris, Economica.
- Doucouliafos H. and Paldam M. (2009), « The Aid Effectiveness Literature: the sad Results of 40 Years of Research », *Journal of Economic Surveys*, 23 (3), p. 433-461.
- Elbers W. et Arts B. (2011), « Comment joindre les deux bouts : les réponses stratégiques des ONG du Sud aux conditions imposées par les bailleurs de fonds », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 177(4), p. 713-732.
- Enten F. (2010), « Du bon usage des systèmes d'alerte précoce en régime autoritaire. Le cas de l'Éthiopie », *Politique africaine* 3(119), p. 43-62.
- Fechter A.-M. et Hindman H. (2011), *Inside the Everyday Lives of Development Workers, The challenges and Futures of Aidland*, Sterling, Kumarian Press.
- Fresia M. et Lavigne Delville P. (ed.) (2018), *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Karthala/IRD/APAD.
- Goldstein J., Miles Kahler M., Robert O. Keohane R. and Slaughter A.-M. (2000), « Introduction: Legalization and World Politics », *International Organization*, 54 (3), Legalization and World Politics, p. 385-399.
- Guichaoua A. (1997), « L'évolution du marché du développement et la restructuration des organismes de coopération », *Revue Tiers-Monde*, 38(151), p. 491-517.

- Guillaumont P. et Wagner L. (2013), « L'efficacité de l'aide pour réduire la pauvreté : leçons des analyses transversales et influence de la vulnérabilité des pays », *Revue d'économie du développement*, 4(21), p. 115-164.
- Hagan J. and Levi R. (2007), « Justiciability as Field Effect: When Sociology Meets Human Rights », *Sociological Forum*, 22(3), p. 372-380.
- Hibou B. (2012), *La bureaucratiation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres ».
- Johansson K.E.V., Elgström O., Kimanzu N., Nylund J-E. and Persson R. (2010), « Trends in Development Aid, Negotiation Processes and NGO Policy Changes », *Voluntas*, 21 (3), p. 371-392.
- Krätli S., Monimart M., Jalloh B., Swift J., Hesse C. (2014), « Accompagner la mobilité pastorale au Tchad. Construction d'un modèle innovant d'intervention pour le développement », *Afrique contemporaine*, 1(249), p. 69-82.
- Le Naëlou A. et Freyss J. (dir.), (2004), « ONG : les pièges de la professionnalisation », *Revue Tiers-Monde*, 4/45, n°180.
- Le Naëlou, A. (2013), « Parcours de jeunes diplômés dans le champ du développement : « miroirs » d'un secteur qui change », *Sociologies pratiques*, 27(2), p. 43-57.
- Mosse D. (2011), *Adventures in Aidland: The anthropology of professionals in international development*, New York, Oxford, Berghan Books.
- Najim A., Hofmann E., Marius K. (2003), *Les entreprises face aux enjeux de développement durable, éléments d'un débat*, Paris, Karthala.
- Queinnec E. (2006), « L'exploitation du marché du don par les associations de solidarité internationale : efficacité et ambiguïté du marketing humanitaire », in Decaudin J-M. et al (dir.), *Les courants actuels de recherche en marketing : synthèse et perspective*, Paris, L'Harmattan, « Recherches en Gestion », p. 255-278.
- Queinnec E., Couprie S. (2012), « Mettre la performance au service de la solidarité : le management stratégique des organisations non gouvernementales humanitaires », dans Bayle E., Dupuis J-C. (dir.), *Management des entreprises de l'économie sociale et solidaire*, De Boeck, Bruxelles, chap. 12, p. 251-276.
- Revel C. (2011), « Diplomatie économique multilatérale et influence », *Revue Geoéconomie*, 1 (n° 56), numéro « Age d'or de la diplomatie économique », p. 59-67.
- Ryfman P. (2012), *Une histoire de l'humanitaire*, Paris, La Découverte, « Repères ».
- Ryfman P. (2014), *Les ONG*, Paris, La Découverte, « Repères », 3<sup>e</sup> éd.
- Tallio V. (2017), « La responsabilité sociale des entreprises : modèle de santé publique ou régime de santé globale ? L'exemple des entreprises pétrolières en Angola », *Sciences sociales et santé*, 2017/3 (Vol. 35).